

200P-2080



Une contribution novatrice au monde municipal

**Commission
municipale**

Québec



TABLE DES MATIÈRES



1. Présentation de la Commission municipale du Québec
2. Juridiction en matière d'éthique et de déontologie des élus municipaux
3. Pouvoirs d'enquêtes sur l'administration des municipalités
4. Juridiction en matière d'administration des municipalités



✓ Historique

- Création de la Commission municipale du Québec en 1932 afin de contrôler et surveiller les finances des municipalités, des commissions scolaires et des fabriques. À l'époque, elle est composée de deux membres dont un président



✓ Historique

- En 1984, le législateur décide de retirer à la Commission municipale divers pouvoirs d'approbation et d'autorisation en matière d'administration financière municipale pour les confier au Ministre des affaires municipales
- En 2004, dépôt du projet de Loi 76 proposant l'abolition de la Commission municipale
- En 2010, adoption de la *Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale*



✓ **Mission**

La Commission municipale du Québec agit comme tribunal et organisme administratifs, enquêteur et conseiller, dans une perspective d'efficience de ses actions auprès des intervenants du monde municipal



La CMQ exerce ses compétences sous quatre volets

- Tribunal administratif
- Organisme administratif
- Organisme d'enquête
- Organisme consultatif



➤ Tribunal administratif

- ✓ Enquête en éthique et déontologie d'élus municipaux et pouvoirs de sanction
- ✓ Reconnaissance aux fins d'exemption de taxes foncières ou de la taxe d'affaires
- ✓ Avis sur la conformité de certains règlements d'urbanisme
- ✓ Destitution pour cause d'un président d'élection
- ✓ Constatation de la fin de mandat d'un élu
- ✓ Arbitrage d'entente intermunicipale
- ✓ Arbitrage conventionnel entre municipalités



➤ Tribunal administratif (suite)

- ✓ Partage d'un fonds réservé à la réfection et l'entretien de voies publiques par lesquelles transitent des substances provenant de carrières et sablières
- ✓ Gestion et partage des dépenses d'une voie publique qui divise deux municipalités
- ✓ Tarification à l'égard des lieux d'élimination des matières résiduelles
- ✓ Fixation du taux de vente de l'eau ou du service d'égout
- ✓ Enquête à la demande d'une municipalité locale pour l'exécution de travaux utiles à plusieurs municipalités



➤ **Organisme d'enquête**

- ✓ Enquête sur l'administration financière de municipalités
- ✓ Enquête sur tout aspect de l'administration de municipalités



➤ **Organisme administratif**

- ✓ Administration provisoire d'une municipalité locale
- ✓ Assujettissement d'une municipalité au contrôle de la Commission municipale (tutelle)
- ✓ Approbation de règlements d'un conseil d'agglomération à la suite de l'exercice du droit d'opposition d'une municipalité liée
- ✓ Autorisation donnée au greffier ou au secrétaire-trésorier de ne pas agir à titre de président d'élection



➤ **Organisme consultatif**

- ✓ Constitution d'une municipalité, changement de nom, annexion, regroupement et redressement des limites territoriales de municipalités
- ✓ Détermination du caractère supralocal d'un équipement, d'une infrastructure, d'une activité ou d'un service et établissement des règles de gestion, de financement et de partage des revenus
- ✓ Avis donné au ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

1. PRÉSENTATION DE LA COMMISSION MUNICIPALE



➤ Tableau des activités de la Commission municipale

Décisions rendues ou résolutions adoptées en 2013-2014

| Sujets | Nombre de dossiers |
|---|--------------------|
| Exemption de taxes | 877 |
| Enquête en matière d'éthique et de déontologie | 23 |
| Fin de mandat d'un élu | 22 |
| Autorisation de ne pas agir comme président d'élection | 48 |
| Arbitrage | 2 |
| Carrière sablière (médiation) | 4 |
| Destitution d'un président d'élection | 2 |
| Fixation du prix de l'eau | 1 |
| Fixation d'un tarif de déchets | 1 |
| Avis de conformité | 9 |
| Résolutions adoptées pour les tutelles | 311 |
| Résolutions adoptées pour les administrations provisoires | 276 |



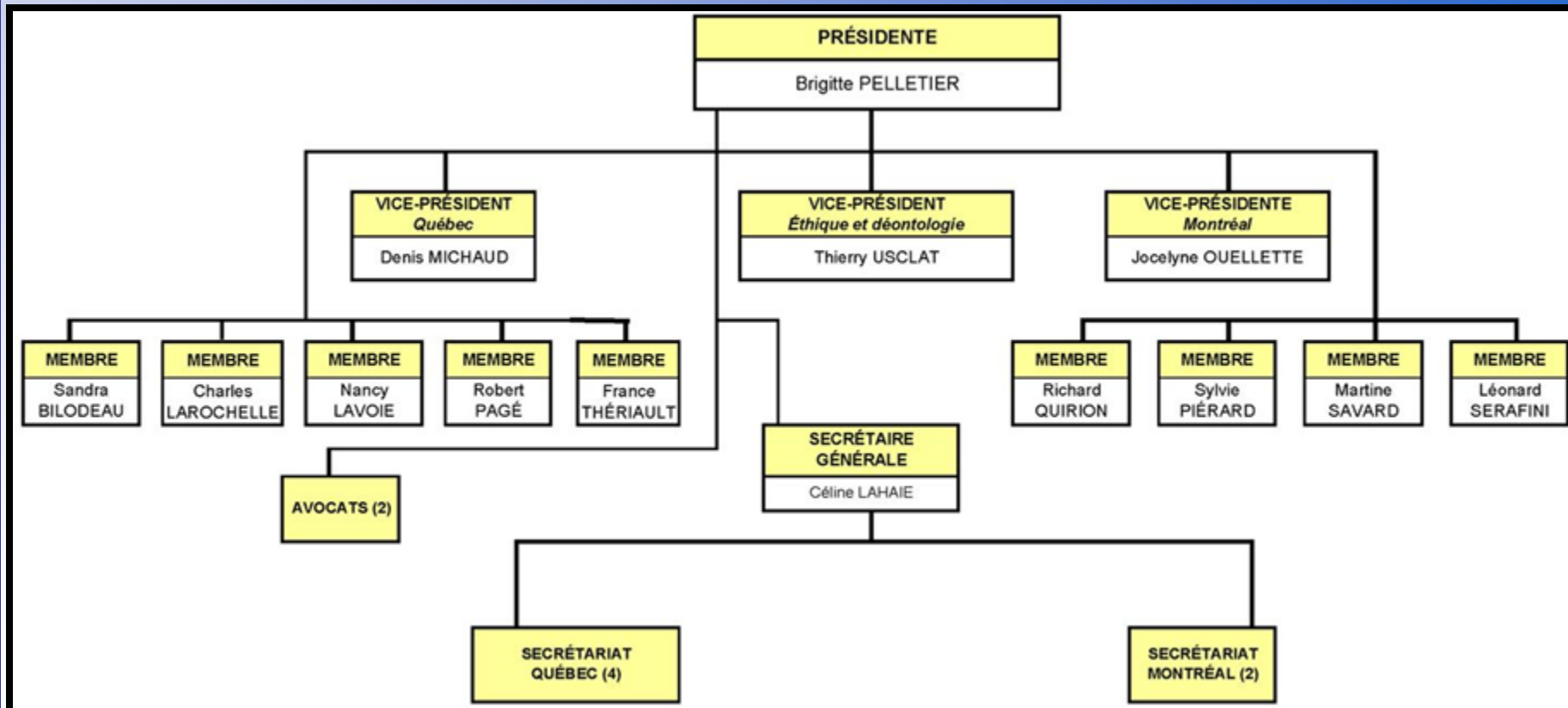
- **La Commission municipale applique diverses lois, dont les principales sont :**
 - *Loi sur la Commission municipale* (RLRQ, chapitre C-35)
 - *Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale* (RLRQ, chapitre E-15)
 - *Loi sur la fiscalité municipale* (RLRQ, chapitre F-2.1)
 - *Code municipal du Québec* (RLRQ, chapitre C-27.1)
 - *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19)
 - *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (RLRQ, chapitre A-19.1)
 - *Loi sur les compétences municipales* (RLRQ, chapitre C-47.1)

1. PRÉSENTATION DE LA COMMISSION MUNICIPALE



- La Commission municipale est le seul tribunal administratif et organisme indépendant dont la juridiction s'exerce exclusivement dans le domaine municipal
- Interaction avec le MAMOT
- La Commission municipale a des bureaux à Québec et Montréal et le siège social est à Québec
- Elle compte actuellement 13 membres sur une possibilité de 16, dont une présidente et trois vice-présidents

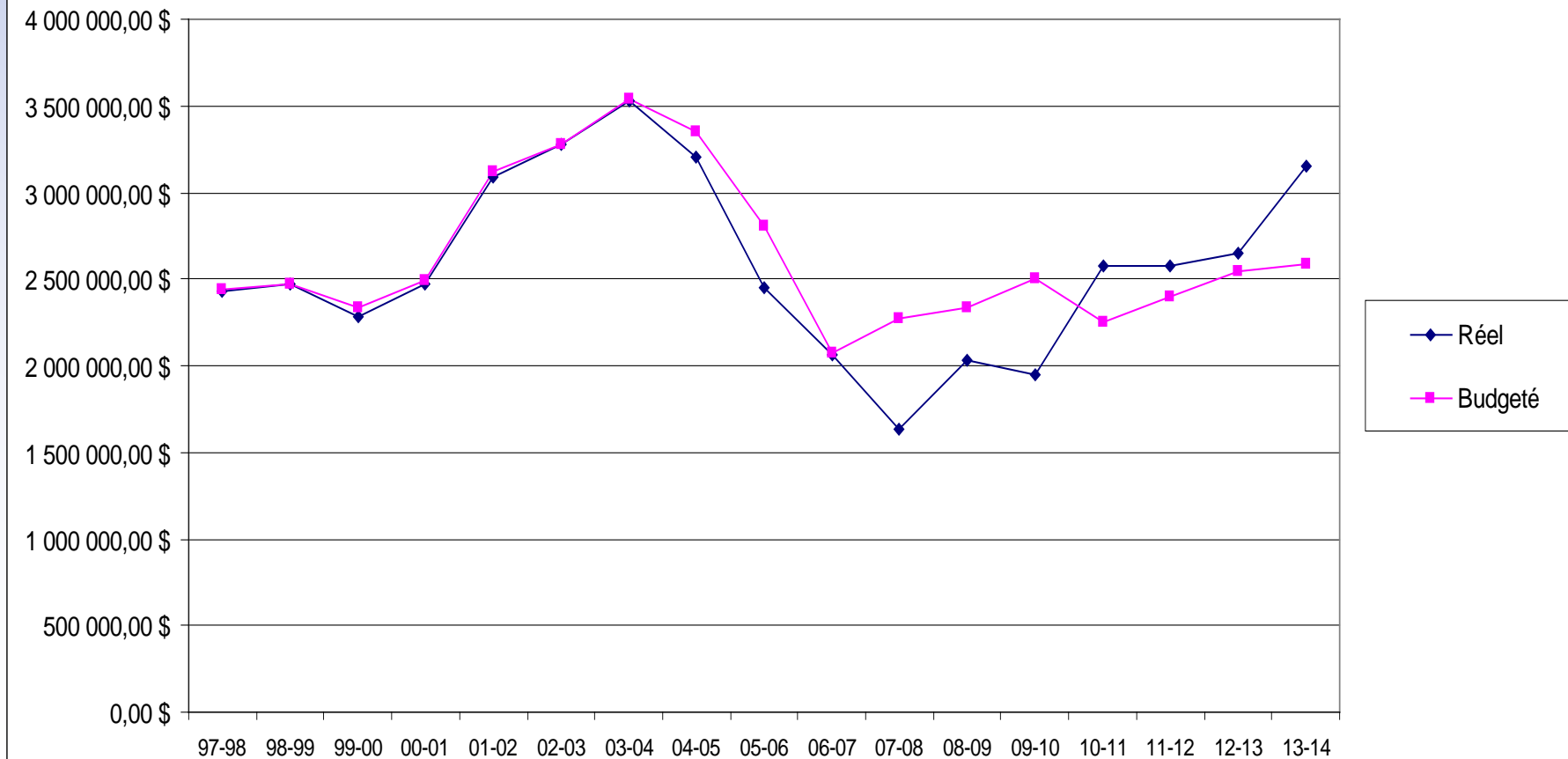
ORGANIGRAMME



ÉVOLUTION DU BUDGET



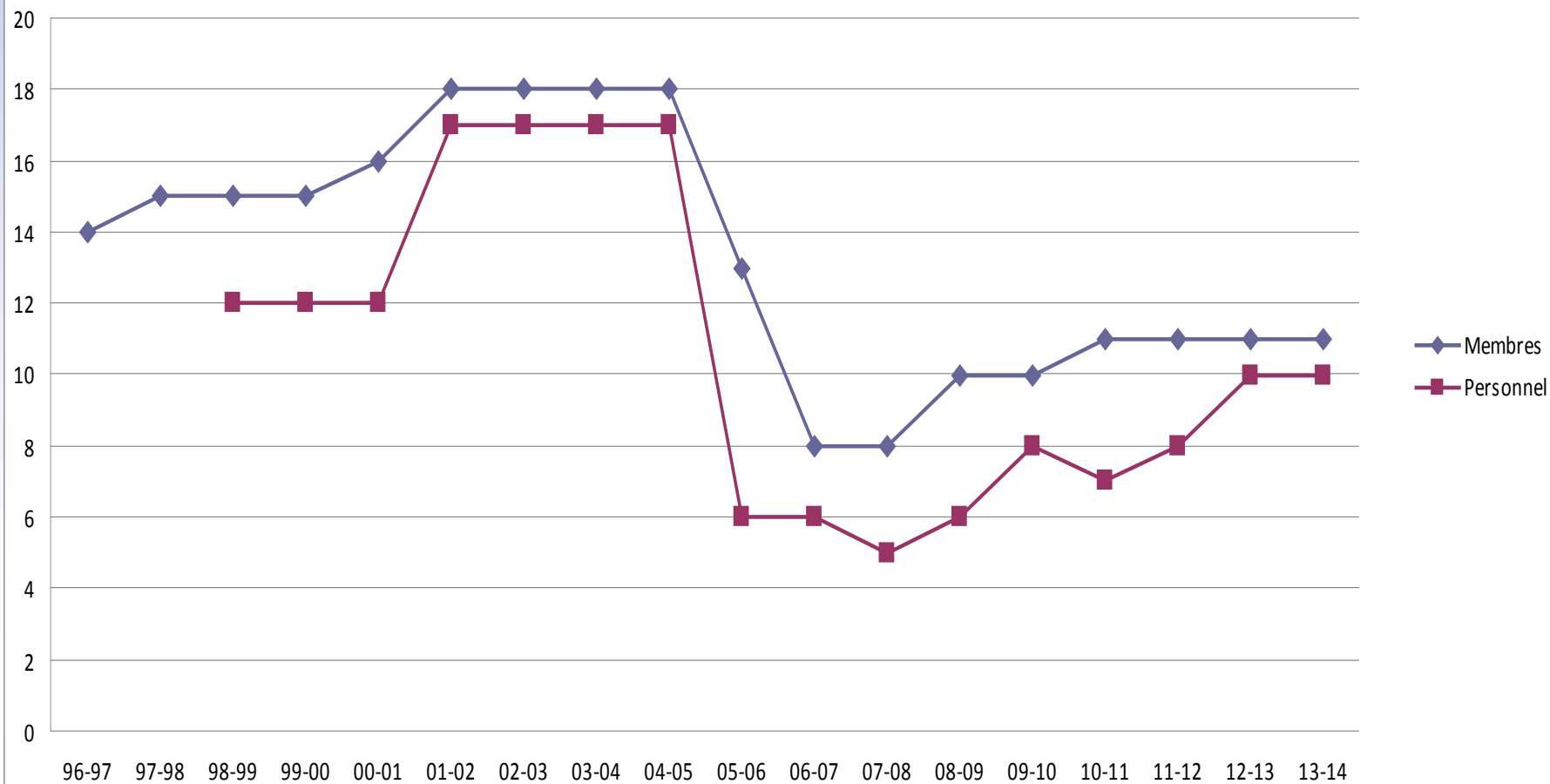
Ressources financières



ÉVOLUTION DES RESSOURCES HUMAINES



Ressources humaines





CONTEXTE DE L'ADOPTION DE LA *LOI SUR L'ÉTHIQUE ET LA DÉONTOLOGIE EN MATIÈRE MUNICIPALE*

- Révélation dans les médias de cas où des élus et fonctionnaires municipaux se sont placés en situation de conflits d'intérêts ou vu offrir des cadeaux et autres avantages d'entrepreneurs privés
- Dépôt en 2009 du rapport *Éthique et démocratie municipale* par le groupe de travail mandaté par le gouvernement
- Adoption le 2 décembre 2010, de la *Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale*



➤ *LOI SUR L'ÉTHIQUE ET LA DÉONTOLOGIE EN MATIÈRE MUNICIPALE (2 déc. 2010)*

- ✓ Obligation pour tous les élus municipaux du Québec d'adopter un code d'éthique et de déontologie au plus tard le 2 décembre 2011
- ✓ Obligation pour tous les élus municipaux de suivre une formation en éthique et déontologie municipale au plus tard le 2 juin 2012 et par la suite pour les nouveaux élus, dans les 6 mois du début de leurs mandats
- ✓ Obligation pour toutes les municipalités d'adopter un code d'éthique et de déontologie pour les employés municipaux au plus tard le 2 décembre 2012



➤ Contenu obligatoire en matière d'éthique

- ✓ Des valeurs qui doivent guider les membres du conseil dans l'appréciation des règles déontologiques: intégrité, honneur, prudence, respect envers les membres du conseil, les employés et les citoyens, loyauté envers la municipalité et recherche de l'équité

➤ Contenu obligatoire en matière de déontologie

- ✓ Des règles qui doivent guider la conduite d'une personne à titre ou en qualité de membre du conseil, d'un comité, d'une commission ou d'un organisme de la municipalité
- ✓ Des règles qui doivent guider la conduite de cette personne après la fin de son mandat comme membre du conseil de la municipalité



- **Le code d'éthique et de déontologie doit prévoir des règles afin d'interdire à tout membre du conseil:**
 - ✓ De favoriser ses intérêts personnels ou, d'une manière abusive, ceux de toute autre personne
 - ✓ De se prévaloir de sa fonction pour influencer ou tenter d'influencer la décision d'une autre personne de façon à favoriser ses intérêts
 - ✓ De solliciter, de susciter, d'accepter ou de recevoir, quelque avantage en échange d'une prise de position

2. ÉTHIQUE ET DÉONTOLOGIE EN MATIÈRE MUNICIPALE



- ✓ D'accepter tout don, marque d'hospitalité ou autre avantage, quelle que soit sa valeur, qui peut influencer son indépendance de jugement ou compromettre son intégrité
- ✓ D'utiliser les ressources de la municipalité à des fins personnelles
- ✓ D'utiliser ou de communiquer des renseignements qui ne sont pas à la disposition du public, ou obtenus dans l'exercice de ses fonctions
- ✓ Dans les douze mois de la fin de son mandat, d'occuper un poste d'administrateur ou de dirigeant d'une personne morale, un emploi, ou toute autre fonction de telle sorte que l'élu ou toute autre personne tire un avantage indu de ses fonctions antérieures comme membre du conseil d'une municipalité



- **Le code d'éthique et de déontologie doit également prévoir:**
 - ✓ L'obligation de déclarer tout don, marque d'hospitalité ou autre avantage reçu dont la valeur excède celle fixée par le code, laquelle ne peut être supérieure à 200 \$
 - ✓ Le code doit également reproduire les sanctions prévues par la Loi en cas de manquement



➤ **Double rôle de la Commission municipale :**

- ✓ Promotion des valeurs éthiques et des bonnes pratiques déontologiques
- ✓ Fonction juridictionnelle pour déterminer s'il y a manquement au code d'éthique et de déontologie et pour imposer une ou des sanctions



➤ Rôle préventif de la Commission municipale du Québec:

✓ promouvoir l'éthique et les bonnes pratiques déontologiques

- Conférences
- Guide des bonnes pratiques

L'éthique, pilier de la gouvernance municipale et de la confiance du citoyen



➤ **Fonction juridictionnelle en éthique et déontologie en matière municipale**

- ✓ Mécanisme de plainte contre un élu municipal qui commet un acte dérogatoire au code d'éthique et de déontologie de la municipalité
- ✓ Demande d'enquête (la plainte) transmise au Ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire
- ✓ Examen préalable de la demande d'enquête effectué par le Ministre. Si la plainte n'est pas frivole, vexatoire ou manifestement mal fondée, elle est transmise à la Commission municipale pour enquête, décision et imposition d'une sanction, le cas échéant



➤ L'enquête

- ✓ L'enquête est décisionnelle
- ✓ L'enquête est effectuée par deux juges administratifs dont l'un est avocat ou notaire
- ✓ Les juges administratifs responsables de l'enquête s'assurent du respect de l'équité procédurale et des principes de justice naturelle



➤ Processus de traitement des demandes

- L'élu visé par la demande a le droit de présenter une défense pleine et entière
- L'élu visé par la demande peut fournir ses observations et, s'il le demande, être entendu sur:
 - La question de déterminer s'il a commis un manquement à une règle prévue à son code d'éthique et de déontologie
 - La sanction qui pourrait lui être imposée

2. ÉTHIQUE ET DÉONTOLOGIE EN MATIÈRE MUNICIPALE



- ✓ L'élu visé par la demande d'enquête est contraignable et doit répondre aux questions des juges administratifs
- ✓ Les personnes qui sont assignées à comparaître ont l'obligation de se présenter, de rendre témoignage et de produire les documents requis
- ✓ Les personnes qui refusent de témoigner ou de produire les documents requis peuvent être condamnées pour outrage au tribunal



➤ Décision

- ✓ Concluant qu'il n'y a aucun manquement au code d'éthique et de déontologie
- ✓ Concluant à un manquement au code d'éthique et de déontologie mais aucune sanction
- ✓ Concluant à un manquement au code d'éthique et de déontologie et sanction(s)

2. ÉTHIQUE ET DÉONTOLOGIE EN MATIÈRE MUNICIPALE



- ✓ Imposition d'une ou des sanctions prévues par la *Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale*
 - Réprimande
 - Suspension, maximum de 90 jours
 - Remboursement de la rémunération, allocation ou somme reçue
 - Remboursement de l'avantage reçu

2. ÉTHIQUE ET DÉONTOLOGIE EN MATIÈRE MUNICIPALE



Suivi des plaintes reçues par le MAMOT (au 31 octobre)

| Année | Demandes en cours de traitement au 1 ^{er} novembre | Demandes reçues par le Ministère | Demandes rejetées en vertu des articles 20 et 21 LEDMM | Demandes transmises à la CMQ | Demandes en cours de traitement au 31 octobre |
|-----------|---|----------------------------------|--|------------------------------|---|
| 2010-2011 | s. o. ² | 5 | 2 | 2 | 1 |
| 2011-2012 | 1 | 90 ³ | 59 | 20 | 12 ³ |
| 2012-2013 | 12 | 93 | 46 | 20 | 39 |

2. La Loi est entrée en vigueur le 2 décembre 2010. Les municipalités ont majoritairement adopté leur code à l'automne 2011.

3. Un nouveau classement des dossiers effectué en 2012-2013 a conduit à réévaluer à la hausse le nombre de dossiers reçus durant l'année 2011-2012, ce qui se traduit par une augmentation du nombre de dossiers en cours de traitement au 31 octobre 2012. Le rapport de décembre 2012 aurait dû indiquer 12 dossiers en cours plutôt que les cinq dont il est fait mention.



Demandes traitées par la Commission municipale (au 31 mars)

| Demandes reçues, fermées et pendantes en éthique et déontologie des trois derniers exercices financiers de la CMQ | | | |
|---|-----------|-----------|-----------|
| | 2011-2012 | 2012-2013 | 2013-2014 |
| Demandes reçues | 9 | 23 | 33 |
| Décisions ou demandes fermées à la suite d'un désistement | 2 | 9 | 23 |
| Demandes pendantes | 7 | 21 | 31 |



➤ NATURE DES DEMANDES D'ENQUÊTE EN ÉTHIQUE ET DÉONTOLOGIE MUNICIPALE TRANSMISES À LA COMMISSION MUNICIPALE (au 1^{er} août 2014)

- Conflit d'intérêts
- Respect du processus décisionnel
- Confidentialité et protection des renseignements personnels
- Avantages
- Comportement ou propos irrespectueux
- Utilisation des ressources de la municipalité
- Discrétion et confidentialité
- Favoritisme
- Loyauté après mandat
- Abus de confiance ou malversation
- Exactitude de l'information
- Retenue et réserve
- Respect de la loi et des personnes



- **NATURE DES SANCTIONS IMPOSÉES À LA SUITE DES ENQUÊTES EN ÉTHIQUE ET DÉONTOLOGIE MUNICIPALE (au 1^{er} août 2014)**
- Suspensions sans traitement ni allocation (durée de 10 jours et 30 jours)
 - Remboursement du traitement et des allocations reçus durant la période où s'est déroulé le manquement (60 jours)
 - Réprimandes



Enquête de la Commission municipale sur l'administration des municipalités en vertu de l'article 22.1 de la *Loi sur la Commission municipale*

1. La Commission municipale peut enquêter de sa propre initiative sur l'administration financière de la municipalité
2. La Commission municipale doit enquêter à la demande du Ministre sur l'administration financière de la municipalité
3. La Commission municipale doit enquêter à la demande du gouvernement sur tout aspect de l'administration de la municipalité qu'il lui indique



Pouvoirs d'enquête de la Commission municipale

➤ *Loi sur la Commission municipale*, article 23

Pour les fins d'une enquête que la Commission municipale est autorisée à faire, chacun de ses membres et tout enquêteur désigné par le président sont investis des pouvoirs et de l'immunité d'un commissaire nommé en vertu de la *Loi sur les commissions d'enquête*, sauf du pouvoir d'imposer une peine d'emprisonnement



DÉROULEMENT DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE CONCERNANT LA MUNICIPALITÉ DE LAMARCHE

➤ Travaux préliminaires à l'enquête publique

- ✓ Désignation de deux membres responsables de l'enquête
- ✓ Constitution de l'équipe de travail
- ✓ Élaboration et adoption des règles de procédure et de fonctionnement
- ✓ Engagement de confidentialité par les parties et leurs procureurs à l'égard des documents et des exposés sommaires des témoignages
- ✓ Détermination du lieu des audiences publiques
- ✓ Publication d'avis conformément à l'article 23, alinéa 2 (2 journaux francophones et 2 anglophones)



➤ L'Enquête

- ✓ Allocution d'ouverture
- ✓ Réception des demandes pour obtenir le statut de participant ou d'intervenant et décision
- ✓ Témoignage et preuve documentaire
- ✓ Décisions interlocutoires, le cas échéant
- ✓ Préavis de blâme
- ✓ Plaidoirie
- ✓ Rapport d'enquête



RECOMMANDATIONS

La Commission municipale peut, dans son rapport d'enquête, faire des recommandations diverses, en plus de recommander l'imposition de sanction tel que:

- ✓ Avertissement
- ✓ Réprimande
- ✓ Suspension avec ou sans traitement pour une période déterminée, une réduction de son traitement ou une destitution

3. ENQUÊTE SUR L'ADMINISTRATION DES MUNICIPALITÉS



| Enquêtes sur l'administration financière réalisées à l'initiative de la CMQ depuis 1979 | | | |
|---|------------|------------|---|
| Nom | Décision | Rapport | Objet |
| Sainte-Adèle | 1980-03-11 | 1980-07-29 | <u>Mandat d'initiative</u> : L'enquête sur l'administration financière débute à la demande du ministre le 24 octobre 1979, puis est élargie à l'initiative de la CMQ au concours hippique. |
| Cabano | 1980-09-15 | 1981-06-23 | <u>Mandat d'initiative</u> : Enquête sur les aspects suivants de l'administration financière pour la période du 1 ^{er} janvier 1974 au 31 décembre 1979 : <ul style="list-style-type: none"> • Travaux de construction et d'amélioration • Écarts entre les montants inscrits au budget et aux états financiers • Aspects financiers de l'Office municipal d'habitation • Utilisation des soldes disponibles de certains règlements d'emprunts • Paiement des excédents de coûts de certains règlements d'emprunts • Contrats de 1 000 \$ et plus • Aspects financiers de la Commission des loisirs |
| Saint-Mathieu | 1985-10-29 | 1986-09-19 | <u>Mandat d'initiative</u> : Enquête sur tous les aspects de l'administration financière pour les exercices financiers 1984 et 1985. |
| Saint-Lambert-de-Lauzon | 1988-10-03 | 1989-05-09 | <u>Mandat d'initiative</u> : Enquête sur les aspects suivants de l'administration pour la période du 1 ^{er} janvier 1987 au 30 septembre 1988 : <ul style="list-style-type: none"> • Déclaration des intérêts financiers des élus • Dépenses des membres du conseil • Certificat de disponibilité de crédit • Engagement de crédits • Les achats • L'embauche du personnel • Le paiement des comptes • L'octroi des contrats de déneigement et d'assurances • L'agrandissement du « Chalet des loisirs » |

3. ENQUÊTE SUR L'ADMINISTRATION DES MUNICIPALITÉS



**ENQUÊTES MENÉES
PAR LA COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC
SUR L'ADMINISTRATION FINANCIÈRE D'UNE MUNICIPALITÉ
(L.C.M., ART. 22 (1))**

| NOM | DÉCISION | RAPPORT |
|---|------------|-------------------|
| A- DEMANDÉES PAR LE MINISTRE | | |
| Aspects de l'administration financière de Desbiens – Chambord – Saint-André-du-Lac-Saint-Jean | 1985-09-27 | 1996-05-02- |
| Service d'évaluation de la communauté urbaine de Montréal | 1988-02-02 | Ordre de surseoir |
| Programme PIRSIA de la Ville de Québec | 1988-06-02 | 1988-09-08 |
| Transfert des parcs industriels à Beauport et Saint-Augustin-de-Desmaures | 1988-12-21 | 1989-02-28 |
| Régie intermunicipale Argenteuil-Deux-Montagnes | 2006-11-29 | 2007-06-17 |

3. ENQUÊTE SUR L'ADMINISTRATION DES MUNICIPALITÉS



**ENQUÊTE MENÉES
PAR LA COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC
À LA DEMANDE DU GOUVERNEMENT
SUR TOUT ASPECT DE L'ADMINISTRATION D'UNE MUNICIPALITÉ
(L.C.M., ART. 22 (2))**

| NOM | DÉCRET | RAPPORT |
|--|--------------------------|-----------------|
| Saint-Michel, c * | 1968-03-13 | 1970-01-22 |
| Pointe-aux-Trembles, c * (1963-1968) | 1968-06-17 | 1969-06-16 |
| Anjou, v * | 1969-01-09 | 1970-08-05 |
| Lachine, c (prise d'eau) | 1971-05-18 | 1971-11-25 |
| Saint-Léonard, c (1968-1971) | 1971-09-01 | 1973-12-03 |
| Farnham, c | 1974-07-31 1975-01-29 | 1975-06-25 |
| Saint-Léonard, c * (1971-1975) | 1971-09-01 | 1976-09-15 |
| Dolbeau, v * | 1976-03-17 | 1976-12-20 |
| Longueuil, v (collectivité nouvelle et centre-ville) | 1976-09-03 | 1977-08-03 |
| Lachine, c | 1978-05-03 1978-10-20 | 1980-04-14 |
| Pointe-aux-Trembles, c* (1973-1978) | 1978-05-03 | 1980-06-12 |
| Rimouski, v | 1979-07-11 | 1985-03-29 |
| Bromont, v * (aéroport) | 1981-10-14 | 1982-06-30 |
| Saint-Didace, p * (contrats de fournitures de services) | 1985-05-16 | 1985-05-15 |
| Schefferville, v * | 1986-12-03 | 1987-08-03 |
| Chibougamau, v * | 1987-09-30 | 1988-11-21 |
| Saint-Michel-des-Saints, m | 1989-06-28 | 1990-12-18 |
| Drummondville, v (Domaine Cherbourg) | 1989-07-12 | 1991-01-21 |
| Saint-Édouard, p (casernes de pompiers) | 1991-04-17 | 1991-12-13 |
| Saint-Évariste-de-Forsyth, m * | 1991-08-07 | 1992-10-30 |
| Boisbriand, v (développement domiciliaire) | 1991-09-18 | Cour supérieure |
| Saint-Nicéphore, m* | 1992-02-12 | 1993-08-31 |
| Weedon Centre, vl | 1992-09-23 | 1993-06-21 |
| Saint-Lin, m | 1993-12-08 | Cour supérieure |
| Sainte-Sophie, m * | 1995-02-01 | 1997-01-30 |
| Outremont, v | 1996-08-14 | 1999-06-03 |
| Lamarche* | 2011-02-03 | 2012-04-30 |



ORGANISME ADMINISTRATIF

- **Outils d'intervention de la Commission municipale dans l'administration d'une municipalité**
 - ✓ L'administration provisoire
 - ✓ La tutelle



➤ Mise en place de l'administration provisoire

- ✓ Le conseil municipal n'est plus en mesure de siéger en raison de la perte du quorum (sièges vacants)
- ✓ Avis du greffier ou du secrétaire-trésorier de la municipalité au ministre, ou de la direction des affaires juridiques du MAMOT (345 LERM)
- ✓ Nomination d'un administrateur provisoire par la présidente de la Commission municipale

4. ADMINISTRATION DES MUNICIPALITÉS



- ✓ La Commission agit en lieu et place du conseil municipal. De plus, le membre de la Commission municipale signe tous les effets bancaires (en plus des personnes déjà autorisées)
- ✓ Les décisions de la Commission municipale sont prises par résolution (art. 100 *Loi sur la Commission municipale*)
- ✓ La Commission municipale accompagne les employés municipaux et les aide à améliorer les processus et fait la promotion de l'éthique et des bonnes pratiques de gestion

4. ADMINISTRATION DES MUNICIPALITÉS



- ✓ Fin de l'administration provisoire: lorsque le conseil retrouve le quorum (élection partielle dont la date est fixée par le ministre)
- ✓ Après l'assermentation des membres du conseil: la Commission met fin à l'administration provisoire par résolution
- ✓ Rencontre du membre représentant la Commission municipale avec le nouveau conseil pour l'informer de l'administration provisoire et souligner les dossiers nécessitant son attention

4. ADMINISTRATION DES MUNICIPALITÉS



Municipalités administrées provisoirement par la CMQ en 2013-2014

| Municipalité | Date de début | Date de fin | Résolutions adoptées |
|-------------------------|-------------------|-------------------------------|----------------------|
| Saint-Wenceslas | 23 novembre 2012 | 8 novembre 2013 | 75 |
| Normétal | 5 février 2013 | 1 ^{er} novembre 2013 | 124 |
| Saint-Médard | 15 avril 2013 | 17 octobre 2013 | 41 |
| Lamarche | 8 juillet 2013 | 10 octobre 2013 | 32 |
| Saint-Jean-de-Cherbourg | 25 septembre 2013 | 29 octobre 2013 | 4 |



➤ Mise en place de la tutelle

- ✓ Décret du gouvernement du Québec assujettissant la municipalité au contrôle de la Commission municipale
- ✓ Désignation d'un délégué et d'un adjoint pour agir à titre de tuteurs
- ✓ Rencontre entre les délégués et les représentants municipaux
- ✓ Organisation matérielle



➤ Processus de contrôle

- ✓ Approbation des procès-verbaux du conseil municipal
 - résolution de la Commission municipale approuvant les procès-verbaux en tout ou en partie
- ✓ Approbation des effets bancaires
- ✓ Contrôle de la paie des employés
- ✓ Comparution aux actes de vente et d'achat de la municipalité

4. ADMINISTRATION DES MUNICIPALITÉS



- ✓ Embauche, suspension et congédiement des employés
- ✓ Autorisation de la continuation des procédures judiciaires



✓ Fin de la tutelle

- Avis informant le conseil municipal de la date de la fin de la tutelle, transmis au moins 8 jours avant
- Avis annonçant la fin de la tutelle publié dans la Gazette Officielle du Québec ainsi que dans un journal français et un journal anglais publiés sur chacun des territoires de la ville de Montréal et de la ville de Québec
- Période de transition
- Levée de la tutelle

4. ADMINISTRATION DES MUNICIPALITÉS



Municipalités ayant été sous la tutelle de la CMQ en 2013-2014

| Municipalité | Numéro de décret | Date de début | Date de fin |
|----------------|---------------------|-----------------|------------------|
| Lamarche | 38-2011 et 750-2012 | 3 février 2011 | 13 décembre 2013 |
| Dunham | 1030-2011 | 19 octobre 2011 | 30 juin 2013 |
| Saint-Augustin | 234-2011 | 23 mars 2011 | 5 juillet 2013 |
| Laval | 536-2013 | 3 juin 2013 | 9 décembre 2013 |